

Dépêche AEF : "À la rentrée, nous ciblerons notre action sur les enfants qui ont décroché pendant le confinement" (Jean Castex)

5-7 minutes

"Le premier rempart de notre République, c'est l'école", assure Jean Castex à l'Assemblée nationale le 15 juillet 2020, à l'occasion de sa déclaration de politique générale. Le Premier ministre indique vouloir "poursuivre la profonde refondation de l'école engagée depuis 3 ans". En outre, à la rentrée, l'action du gouvernement sera "ciblée sur les enfants qui ont décroché pendant le confinement". Jean Castex sera aussi "extrêmement vigilant à la scolarisation des élèves handicapés". Précisant les annonces pour les jeunes, il ajoute que la concertation sur la réforme des retraites va reprendre.



Jean Castex, le 15 juillet 2020 à l'Assemblée nationale, lors de sa déclaration de politique générale Droits réservés - DR - Erwin Canard

Au lendemain de l'intervention télévisée du président de la République ([lire sur AEF info](#)), le Premier ministre, Jean Castex, précise le projet du gouvernement pour les deux ans à venir, lors de sa déclaration de politique générale, le 15 juillet 2020 à l'Assemblée nationale.

Dans un discours qui a beaucoup porté sur le "plan de relance" du gouvernement de 100 milliards d'euros, où moment où "se profile une crise sociale et économique de manière inégalée depuis la Seconde guerre mondiale" en raison de la pandémie de la Covid-19, Jean Castex souhaite notamment "restaurer la confiance entre l'État et les corps intermédiaires qui structurent la société" et estime "urgentissime de faire évoluer le logiciel public", tout en précisant que "ce serait une erreur de remettre en cause l'État".

"Le premier rempart de notre république, c'est l'école"

Alors que cette crise a "accentué les vulnérabilités des personnes éloignées du cœur de notre modèle économique et social, notamment les jeunes", et "a frappé une France en plein doute, une France qui a peur du déclassement, qui se sent abandonnée", il s'agit de "réconcilier ces France si différentes, les souder ou les ressouder".

Pour cela, "le premier rempart de notre République, c'est l'école". Affirmant que "la France peut être fière de son corps enseignant", le Premier ministre veut "poursuivre la profonde refondation de l'école engagée depuis trois ans". Aussi, l'action du gouvernement sera, à la rentrée, "ciblée sur les enfants qui ont décroché pendant le confinement".

Soulignant son "attachement à l'éducation artistique, au sport à l'école et à l'école inclusive", Jean Castex soutient qu'il "sera extrêmement vigilant à la scolarisation des élèves handicapés qui ont été plus que les autres impactés ces derniers mois par la crise". "L'égalité des chances doit être non seulement un idéal mais aussi une réalité", poursuit-il.

Par ailleurs, l'allocation de rentrée scolaire sera revalorisée "de manière exceptionnelle" dès la rentrée de septembre.

"La première urgence, ce sont les jeunes"

En outre, précisant les annonces de la veille d'Emmanuel Macron ([lire sur AEF info](#)), Jean Castex affirme que la "première urgence, ce sont les jeunes", alors que "700 000 d'entre eux vont bientôt se présenter sur le marché du travail". Un plan pour la jeunesse sera discuté vendredi avec les partenaires sociaux. Objectif : "Aucun d'entre eux ne doit se trouver sans solution".

Il s'agira notamment de "favoriser l'embauche : l'État y aidera avec

un dispositif exceptionnel de réduction du coût du travail à hauteur de 4 000 euros par an pour les moins de 25 ans jusqu'à 1,6 Smic dans toutes les entreprises et pour une durée d'au moins un an". Le Premier ministre indique également vouloir "lutter contre le décrochage durable des jeunes les plus éloignés de l'emploi" en annonçant la création de "300 000 parcours et contrats d'insertion qui permettront d'aller toucher les jeunes les plus en difficultés", ainsi que 100 000 places de plus en service civique. 200 000 places de formations seront également créées en plus à l'horizon 2021 en priorité pour les jeunes et les personnes en recherche d'emploi.

Jean Castex veut aussi "soutenir les étudiants notamment les plus modestes qui se retrouvent en difficulté avec moins d'accès aux petits boulots". Dès la rentrée, les repas dans les restaurants universitaires seront à 1 euro pour les boursiers.

Reprendre la concertation sur la réforme des retraites

Le Premier ministre évoque également la réforme des retraites, suspendue depuis la crise sanitaire. Selon lui, cette dernière "nous incite, en matière de retraites, à poursuivre nos objectifs vers un système plus juste et plus équitable. [...] Cela implique la disparition à terme des régimes spéciaux".

Reconnaissant que "les modalités de cette réforme ont généré de l'inquiétude et de l'incompréhension", Jean Castex annonce qu'il "proposera aux partenaires sociaux et aux parlementaires que la concertation reprenne afin d'améliorer le contenu et la lisibilité de cette réforme nécessaire en la distinguant de toute mesure financière paramétrique".

Plus globalement, Jean Castex reconnaît que le "plan de relance" et la crise ont un "coût pour les finances publiques". Néanmoins, "la réponse ne saurait être l'austérité budgétaire qui ne saurait qu'aggraver les choses ; autant nous devons assumer le sérieux budgétaire sur nos dépenses de fonctionnement, autant nous devons assumer nos investissements massifs qui bénéficient d'un soutien exceptionnel de l'Union européenne". Et d'assurer que "la solidarité nationale doit jouer à plein pour nos concitoyens les plus précaires".